

Le président: Sénateur Carter.

Le sénateur Carter: Monsieur le président, j'ai tellement de questions à poser que je ne sais plus où commencer. M. McQueen a bien répondu à certaines questions, mais il a omis de traiter de certains sujets que j'ai mentionnés mardi.

Monsieur McQueen, vous avez parlé de divers domaines de compétence, de nouvelles idées sur la dépaupérisation et de nouvelles méthodes excluant l'assistance sociale. Je n'ai pas compris tout cela en vous écoutant ce matin.

M. McQueen: Lorsque nous avons parlé de «domaines de compétence», nous pensons à certaines provinces et municipalités du Canada. Nous pensons aussi à certains États des États-Unis. C'était là le sens de l'expression «domaine de compétence».

Citons, comme exemple de nouvelles méthodes, le recours par l'État du New Jersey, à titre d'essai, au paiement d'un impôt négatif sur le revenu, suggéré par l'*Institute for Poverty Research* de l'Université du Wisconsin. On a dit qu'en payant un impôt négatif sur le revenu l'on réduirait l'urgence qui pousse les gens à rechercher du travail. Ces chercheurs ont posé la question: «Ne faudrait-il pas voir si c'est vrai?» Voilà une situation où l'on utilise la méthode expérimentale.

Il y a encore l'expérience très enrichissante obtenue grâce à la mise en route du régime d'expansion économique dans les régions de Gaspé et du Bas Saint-Laurent, où l'on a utilisé les techniques dites d'animation sociale. Cette méthode comporte la participation des intéressés à l'élaboration des nouveaux programmes. Un schéma ou un plan initial est ébauché par une équipe pluridisciplinaire de spécialistes. Ensuite, on le présente à la population par divers moyens, soit par les organes d'information et par les comités spéciaux organisés par toute la région. Les planificateurs ont ainsi l'occasion d'entendre ce que pensent de leurs programmes de dépaupérisation les gens mêmes à qui ces programmes s'adressent. Grâce à ce système, les planificateurs obtiennent beaucoup de renseignements utiles. Ils reviennent à leurs bureaux, revisent leurs plans, puis retournent consulter les intéressés. Cette méthode semble avoir été très fructueuse. Elle a fait surgir de nouvelles idées et de nouvelles méthodes aux-

quelles les planificateurs n'auraient pas songé s'ils avaient travaillé dans un quasi-isolément.

On a noté un autre exemple très intéressant encore tout dernièrement, soit un programme qui prévoit la coordination des services d'assistance sociale et de dépaupérisation de la Ville d'Edmonton. J'aimerais demander à ma collègue, M^{me} Stewart, de vous en parler un peu, car je crois que vous serez alors mieux en mesure d'interroger les intéressés au cours de vos pérégrinations.

Madame G. Stewart, Conseil économique du Canada: Vu notre travail, nous tâchons de nous aboucher avec ceux qui sont en train de développer et d'essayer de nouvelles méthodes. C'est ainsi que nous avons eu l'occasion de parler au maire Dent d'Edmonton et d'apprendre que depuis deux ans là-bas les représentants des organismes bénévoles, de la municipalité et du gouvernement provincial se réunissent pour discuter d'une chose qui les préoccupe au plus haut point: l'immense appareil que constitue leurs programmes d'assistance sociale ne rejoint pas efficacement les gens, surtout ceux qui sont le plus pressés par le besoin. Ils se sont concertés et ont résolu de laisser tomber leur dévotion à l'égard de programmes particuliers et aussi tout protectionnisme les entourant parfois, pour chercher sincèrement à coordonner le tout au niveau du quartier, là où tous les services d'organismes privés et publics peuvent être conjugués. Nous avons trouvé utile que le maire Dent nous dise qu'il s'est senti frustré lorsque, voulant coordonner les efforts de ces organismes avec ceux du gouvernement fédéral dans le cadre de ses programmes d'assistance sociale, il n'a pu trouver aucun organisme fédéral qui puisse coordonner tous les programmes d'expansion économique du gouvernement fédéral.

Nous lui avons demandé si nous pouvions citer cet exemple et il a dit «oui», car il avait été extrêmement frustrant de ne pouvoir coordonner efficacement au niveau local le faisceau d'efforts du gouvernement fédéral, et cela, en grande partie, parce qu'il n'y avait pas au sein du gouvernement fédéral d'organisme ou de groupe de personnes chargé de ce genre de coordination.

Ce n'est pas là un cas isolé; on pourrait évidemment en citer beaucoup d'autres. Ils démontrent qu'il se passe quelque chose de nouveau. C'est que, au lieu de voir nos politiques d'assistance sociale jouer le rôle de